

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38 040 Grenoble

Grenoble, le 20/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

THOR SARL

325 RUE DES BALMES
ZI PORTUAIRE
38150 Salaise-Sur-Sanne

Références : 2026 - Is052SPF
Code AIOT : 0006103183

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2026 dans l'établissement THOR SARL implanté 325 RUE DES BALMES ZI PORTUAIRE 38 150 Salaise-sur-Sanne. L'inspection a été annoncée le 02/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection et de la découverte des installations par le nouvel inspecteur référent du site.

Les thèmes de visite portent ainsi sur :

- la situation administrative du site au regard :
 - des évolutions - notamment cession des activités "silicones" à Elkem puis arrêt définitif des activités de production,
 - l'état des stocks associés aux activités logistiques de stockage de produits dangereux sur les installations,
- les suites de la précédente visite à travers notamment les travaux liés aux dalles du bâtiment D1 permettant de garantir l'étanchéité des sols en cas de déversement de produits

- dangereux liquides,
- le POI et les dispositions spécifiques relatives aux premiers prélèvements environnementaux,
- les moyens de protection contre l'incendie : extincteur, RIA, détection automatique incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THOR SARL
- 325 RUE DES BALMES ZI PORTUAIRE 38150 Salaise-sur-Sanne
- Code AIOT : 0006103183
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le groupe anglais Thor, créé en 1959, est spécialisé dans la fabrication et la vente de spécialités chimiques qui regroupent quatre grandes familles de produits :

- des biocides (dérivés d'isothiazolinones) et agents désinfectant entrant dans la composition d'un grand nombre de produits industriels comprenant les peintures, les émulsions de polymères, les adhésifs, les encres, les fluides de coupe, le cuir, les plastiques, les tissus techniques et le bois...
- des agents ignifuges et retardateurs de flammes présents dans différents domaines d'activités : textile, plastique, papier, cuir et bois,
- des spécialités chimiques pour l'industrie textile : produits de préparation des textiles au tissage, des détergents, adoucissants, imperméabilisants,
- des produits cosmétiques : émollients entrant dans le soin de la peau et des cheveux.

Le site Thor de Salaise-sur-Sanne a longtemps exercé des activités de fabrication de biocides, d'auxiliaires textiles et de produits d'ignifugation ainsi que de stockage. Le site a connu plusieurs évolutions récentes :

- en 2016 avec une demande d'autorisation liée à la création d'une unité de fabrication de produits siliconés s'accompagnant d'un rachat d'une bande de 24 m de large à l'ouest du site en mars 2017,
- en 2021 par la cession de cette activité de fabrication à la société Elkem et par le rapatriement d'une partie de la production réalisée en Allemagne : gamme des retardateurs de flamme et auxiliaires textiles,
- en 2022 par le rapatriement de la production de la gamme "Acticide",
- en 2025, par la déclaration de l'arrêt des activités de production.

Les activités de Thor sur le site se recentrent essentiellement sur la logistique à travers le stockage et la distribution de produits dangereux pour lesquels il est classé Seveso Seuil Haut ainsi que sur les services offerts par les deux laboratoires. Le site français emploie 33 personnes et présente un chiffre d'affaires de 37 millions.

Les installations sont encadrées en dernier lieu par l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2021, pris à la suite de la cession du bâtiment de production des silicones à la société Elkem et du rééquilibrage des activités du groupe et du site, qui :

- modifie et complète les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 janvier 2010 modifié,
- abroge les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 août 2018 pris à la suite

de l'extension des activités du site via la création de l'unité de fabrication HMD.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « *Faits sans suite administrative* » ;
- « *Faits avec suites administratives* » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « *Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète* » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 22/10/2021, article 4.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
2	Garanties Financières	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R 516-2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	
4	Capacités de rétention - suite des précédentes visites	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-E	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Demande d'action corrective	6 mois
9	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Demande d'action corrective	6 mois
10	Suite visite 2025 - POI & liste des produits de décomposition	Code de l'environnement du 17/03/2025, article R181-54	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	4 mois
11	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 22/10/2021, article 16	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Gardiennage et contrôle des accès	AP Complémentaire du 22/10/2021, article 15	Sans objet
5	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Sans objet
6	Réalisation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'exercice POI	article 5	
8	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de l'inspection :

- que la procédure de cessation d'activité au titre des rubriques 3410-h, 2910 et 2921 a bien été engagée par l'exploitant à travers le choix d'un bureau d'étude certifié et la réalisation de l'analyse environnementale. Il apparaît également que l'arrêt des activités de fabrication sur le site conduit à l'arrêt des activités soumises à la rubrique 1978 de la nomenclature des installations classées selon la définition de l'article R. 512-75-1 (cf. constat 1). L'arrêt des activités ne se traduit pas par une libération de terrains, ni par une modification du périmètre autorisé. La mise en sécurité demeure à finaliser à travers notamment la transmission de l'ATTES SECUR. Au titre de cette procédure de cessation d'activité, l'exploitant doit également communiquer une ATTES MEMOIRE qui vaudra ATTES TRAVAUX dans le cas où aucune mesure de réhabilitation n'est à entreprendre pour assurer la gestion des pollutions concentrées ainsi que la compatibilité sanitaire avec les usages actuels. **Les attestations remises selon les dispositions des articles R. 512-39-1 à 6 (cessation de la rubrique à autorisation 3410-h) doivent intégrer et se positionner sur l'ensemble des installations et rubriques mises à l'arrêt.**
- que l'exploitant a procédé à la réfection du dallage et des rétentions du bâtiment D1 mais qu'il reste des mesures correctives à déployer au niveau des jonctions entre le sol et les murs extérieurs du bâtiment afin de confirmer l'étanchéité du bâtiment ;
- que l'exploitant doit préciser sa stratégie concernant les premiers prélèvements environnementaux à travers :
 - le choix et la justification des substances et des milieux devant faire l'objet d'une surveillance dans le cadre de l'accident,
 - la clarification des équipements nécessaires à la réalisation de cette surveillance et des protocoles de prélèvements associés pour chacune des substances et milieux retenus, selon les substances sélectionnées et des protocoles de prélèvements retenus.

La méthodologie définie pour la réalisation des premiers prélèvements environnementaux doit transparaître du POI. Ce dernier établit notamment :

- les substances recherchées dans les différents milieux et **les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;**
- les **équipements de prélèvement à mobiliser**, par substance et milieu ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements **selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.**

De manière générale, sur cet aspect, il ressort que les mesures ont été initiées en 2022 à la suite de l'arrêté préfectoral complémentaire n° DDPP-DREAL UD38-2021-06-16 du 1er juin 2021 portant gestion des situations incidentelles ou accidentelles des établissements classés Seveso Seuil Haut et des dispositions fixées notamment en son article 2. La stratégie définie repose essentiellement sur des intervenants extérieurs et sur un plan de prélèvement établi à l'époque en collaboration avec Air-Atmo Auvergne-Rhône-Alpes. L'exploitant doit s'approprier et/ou se réapproprier ce plan de prélèvement afin d'être en mesure de justifier des substances et milieux retenus, des équipements de mesures à déployer pour chacune de ses substances selon les protocoles définis, de la

disponibilité des équipements de mesures, de la formation et compétence des opérateurs chargés de ces prélèvements. Un délai de 6 mois est défini pour la mise à jour du POI sur ces éléments. L'exploitant pourra utilement profiter de l'exercice POI 2026 pour tester la pertinence et la robustesse de l'organisation retenue avec les partenaires extérieurs.

Enfin, la garantie de la réaction et de la résistance au feu du mur séparatif REI 120 au niveau du bâtiment D1 interroge l'inspecteur au regard des constats visuels établis lors de la visite terrain (cf photo en annexe 2) :

- joints qui se décollent entre chaque panneau
- panneaux qui ne descendent pas jusqu'au sol.

Ce point sera réinterrogé par l'inspection dans le cadre d'une prochaine visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/10/2021, article 4.1
Thème(s) : Situation administrative, Tableau de classement
Prescription contrôlée : Voir tableau de classement renvoyé en annexe 1 du rapport d'inspection.
Constats : Le point sur la situation administrative a confirmé : <ul style="list-style-type: none">• l'arrêt des installations de production soumises à autorisation sous la rubrique 3410-h et des utilités : chaufferie, TAR soumises respectivement à déclaration au titre des rubriques 2910 et 2921 ainsi que de la STEP. L'arrêt des activités de production conduit également à la mise à l'arrêt des activités soumises à la rubrique 1978-5. Cette rubrique n'avait pas été visée dans le cadre de la notification par courrier du 12 avril 2025.• le classement des installations :<ul style="list-style-type: none">◦ à autorisation (statut Seveso Seuil Haut) pour les rubriques 4510 (SSH) et 4140-2a,◦ à déclaration au titre des rubriques 4110-b, 4330-2, 4120-1b, 4120-2b, 4130-2b, 4440-2, 4441-2, 4511 et 1510. Le classement actualisé des installations est présenté en annexe.• le respect des seuils autorisés à travers l'état des stocks présenté en date du 4 mars 2026. Un suivi quotidien est réalisé par l'exploitant au regard des rubriques de classement associées à chaque produit entreposé au sein des installations. Le tableau de suivi comprend notamment des seuils paramétrés selon les quantités autorisées dans l'AP qui permettent d'identifier immédiatement des tonnages proches ou dépassant les limites autorisées. À l'instar des constats des précédentes visites, le suivi des stocks réalisé s'avère très satisfaisant. <p>L'exploitant a notifié l'arrêt de ses activités par courrier du 12 avril 2025. Par conséquent, il doit mettre en œuvre la procédure de cessation d'activité définie à l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement à travers notamment la production des ATTES SECUR, MEMOIRE et le cas échéant TRAVAUX par un bureau d'étude certifié dans le domaine des sites et sols pollués.</p> <p>L'exploitant a témoigné que les démarches étaient engagées voire finalisées sur la plupart des items. Le bureau d'étude SOCOTEC est mandaté pour la réalisation des attestations. L'analyse environnementale a été réalisée et n'a pas révélé selon l'exploitant de pollutions concentrées ou d'état des milieux incompatible avec les usages actuels sur le plan sanitaire.</p> <p>Toutefois, la validation de l'ATTES SECUR n'est toujours pas effective en raison de difficultés dans le démantèlement de certaines installations et de la valorisation de ces dernières. Il s'avère que la configuration des bâtiments et la dimension de certaines des installations rend le démantèlement plus coûteux qu'anticipé et supérieur à la valorisation possible. L'exploitant a expliqué lors de la visite que la décision de procéder à la démolition des équipements a été entérinée et que les coûts associés avaient été validés.</p> <p>L'inspection rappelle que le démantèlement des installations ne constitue pas un prérequis à la mise en sécurité des installations et à la délivrance de l'attestation. La visite terrain a par ailleurs permis de constater visuellement :</p> <ul style="list-style-type: none">• la suppression et l'évacuation des produits dangereux à l'exception des derniers bidons de

<p>produits de traitement (biocides) associés à la TAR, qui sont stockés en intérieur sur rétentions adaptées. Ces derniers ne présentent pas de risques dans les conditions constatées.</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'élimination des risques d'incendie et d'explosion à travers notamment la coupure du réseau gaz et la mise à l'arrêt des armoires électriques. Néanmoins, aucune procédure de consignation du réseau électrique conduisant à la condamnation et blocage des organes de manœuvre n'a été mise en œuvre au sein des bâtiments, qui sont également encore chauffés. Le risque associé à la présence d'électricité résiduelle dans les circuits demeure mais les bâtiments ne contiennent plus de combustibles spécifiques et sont encore sous détection automatique incendie fonctionnelle. • la limitation et l'interdiction d'accès aux personnes non autorisées à travers la clôture de l'ensemble du périmètre des installations. Aucune limitation ou interdiction d'accès spécifique en interne THOR n'a été définie au niveau des bâtiments accueillant les installations mises à l'arrêt.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande 1 :</u> L'exploitant doit finaliser sa mise en sécurité des installations dans un délai de 2 mois par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'évacuation totale des produits dangereux présents dans les installations arrêtées, • la transmission de l'ATTES SECUR, qui doit couvrir l'ensemble des installations mises à l'arrêt selon la définition de l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement. <p><u>Demande 2 :</u> L'exploitant transmet l'ATTES MEMOIRE dans un délai maximal de 6 mois</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois & 6 mois</p>

N° 2 : Garanties Financières

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R 516-2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Garanties Financières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.- Les garanties financières exigées à l'article L. 516-1 résultent, au choix de l'exploitant :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) De l'engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une société de financement, d'une entreprise d'assurance ou d'une société de caution mutuelle ; b) D'une consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations ; c) (Supprimé) ; d) D'un fonds de garantie privé, proposé par un secteur d'activité et dont la capacité financière adéquate est définie par arrêté du ministre chargé des installations classées ; ou e) De l'engagement écrit, portant garantie autonome au sens de l'article 2321 du code civil, de la personne physique, où que soit son domicile, ou de la personne morale, où que se situe son siège social, qui possède plus de la moitié du capital de l'exploitant ou qui contrôle l'exploitant au regard des critères énoncés à l'article L. 233-3 du code de commerce. Dans ce cas, le garant doit lui-même être bénéficiaire d'un engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une société de financement, d'une entreprise d'assurance, d'une société de caution mutuelle ou d'un fonds de

garantie mentionné au d ci-dessus, ou avoir procédé à une consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations.

Lorsque le siège social de la personne morale garante n'est pas situé dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, le garant doit disposer d'une agence, d'une succursale ou d'une représentation établie en France.

L'exploitant de plusieurs installations répondant aux dispositions de l'article L. 515-36 peut mutualiser les garanties financières exigées au titre du 3° de l'article R. 516-1. Un arrêté conjoint du ministre chargé de l'économie et du ministre chargé des installations classées fixe les modalités de constitution de la garantie financière mutualisée entre établissements, y compris à la suite d'un appel partiel ou total de celle-ci, ainsi que les modalités de sa révision en cas de modification affectant l'une des installations couvertes par cette garantie mutualisée.

II.- L'arrêté d'autorisation fixe le montant des garanties financières exigées ainsi que les modalités d'actualisation de ce montant.

- **APC n°DREAL-DDPP UD38-2021-10-12 du 22 octobre 2021**

- ARTICLE 1.6.2 - MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Au titre des installations SEVESO le montant (valeur indice TP01 de février 2018 de 701,8 - ou 107,4 base 2010) des garanties financières à constituer est de 3 259 800 €.

- ARTICLE 1.6.3 - ÉTABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Avant la mise en service des installations concernées par cette nouvelle autorisation, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement,
- la valeur datée du dernier indice public TP01. **Les garanties sont fournies pour une période minimale de 2 ans.**

- ARTICLE 1.6.4 - RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Sauf dans le cas de constitution des garanties par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.6.3.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, **l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance**, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Constats :

L'exploitant a communiqué par courriel du 6 mars 2026 le nouvel acte de cautionnement pour ses installations. Ce dernier est émis pour une durée de 3 ans, soit jusqu'au 31/12/2028 par la société espagnole "ATRADIUS CREDITO Y CAUCION S.A. DE SEGUROS Y REASEGUROS" pour le montant défini à l'article 5 de l'APC du 22 octobre 2021.

Toutefois, ces dernières ont été calculées pour la dernière fois en 2018 dans le cadre du dossier de demande d'autorisation lié à la mise en œuvre de l'unité de production de silicones modifiés, depuis cédée à la société ELKEM. Ce montant se fonde sur l'indice TP 01 de février 2018 alors d'une valeur de 107,4 en base 2010. Le dernier indice TP recensé sur l'Insee établit une valeur de 130,3 en base 2010 pour le mois de décembre 2025 soit une évolution d'environ 21,3 %.

<p>L'article 5 de l'APC du 22 octobre 2021 prévoit que les garanties financières soient actualisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • tous les 5 ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01, • sur une période au plus égale à 5 ans lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les 6 mois qui suivent ces variations. <p>Les 2 conditions ci-dessus ont été atteintes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réévaluer le montant des garanties financières pour ses installations dans un délai de 3 mois en application des dispositions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de l'article 5 de l'APC du 22 octobre 2021 dont les prescriptions se fondent sur la circulaire n° 97-103 du 18/07/97 relative aux garanties financières pour les installations figurant sur la liste prévue à l'article 7-1 de la loi du 19 juillet 1976, • de l'article 6 de l'AM du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement : "<i>Sans préjudice des dispositions de l'article R. 516-5-1 du code de l'environnement, l'exploitant présente tous les cinq ans un état actualisé du montant de ses garanties financières. Ce montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II du présent arrêté au montant de référence figurant dans l'arrêté préfectoral pour la période considérée. L'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières précise l'indice utilisé pour le calcul de ce montant. Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant de référence des garanties financières</i>". <p>En cas de montant inférieur à celui établi dans l'acte de cautionnement valable jusqu'au 31/12/2028, l'exploitant pourra à sa convenance poursuivre sur cet acte ou proposer un nouvel acte de cautionnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>

N° 3 : Gardiennage et contrôle des accès

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/10/2021, article 15</p>
<p>Thème(s) : Autre, Séparation ELKEM / THOR</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. Les véhicules entrant/sortant sur le site sont contrôlés. Un système d'alarme anti-intrusion est en place.</p> <p>Un gardiennage est assuré pendant les heures d'ouverture du site. Le personnel de gardiennage est familiarisé avec les installations et les risques encourus et reçoit à cet effet une formation particulière. Il est équipé de moyens de communication pour diffuser l'alerte.</p> <p>En dehors des périodes d'ouverture, le site est sous vidéo-surveillance (intérieur des bâtiments et extérieur en limite de la zone publique). Les alarmes incendie et anti-intrusion sont reportées auprès d'une société de surveillance spécialisée ou une société pouvant attester de compétences équivalentes en matière de surveillance. Celle-ci effectue régulièrement des rondes et peut</p>

<p>intervenir en cas de déclenchement des alarmes, puis contacter le cadre d'astreinte.</p> <p>L'exploitant établit une procédure sur la nature et la fréquence des contrôles que doit réaliser la société de surveillance.</p> <p>Le responsable de l'établissement prend les dispositions nécessaires pour que lui-même ou une personne déléguée, techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alertée et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin durant les périodes de gardiennage.</p> <p>Les équipements et fonction communs sont la clôture périphérique, le stationnement des personnels et des visiteurs, le gardiennage et l'accès aux 2 établissements ELKEM SILICONES et THOR.</p> <p>Au plus tard dans les 3 ans suivant la date de notification du présent arrêté préfectoral, certains équipements et fonctions communs à ELKEM SILICONES et THOR(exploitant ICPE attenant)à la date de notification du présent arrêté préfectoral pourront être gérés individuellement. ELKEM SILICONES adressera à M. le Préfet de l'Isère une mise à jour de la liste des équipements et fonctions communs avec les conventions en cours de validité .</p> <p>Des conventions entre les 2 parties (ELKEM SILICONES et THOR) en cours de validité définissent les règles de gestion, entretien et utilisation des équipements et actions visés ci-dessus.</p> <p>Au plus tard au terme de ces 3 années, chaque exploitant précité disposera de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une clôture périphérique située en limite de sa propriété d'une hauteur d'au moins 2m; • un accès privatif ; • une aire de stationnement pour son personnel et pour ses visiteurs (VL +PL). Les Poids Lourds (PL) en attente pour accéder au site ELKEM SILICONES ne doivent pas gêner la circulation ou stationner sur la voie de circulation.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a permis de confirmer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la réalisation de la clôture périphérique située en limite du périmètre des installations Thor. Les exploitations Thor et Elkem sont désormais séparées. • l'existence d'un accès privatif aux installations, • la présence d'une aire de stationnement dédiée au personnel et aux visiteurs. <p>Un portail - au niveau de la voie de circulation située à proximité du bassin de confinement - a été mis en œuvre afin :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de créer un second accès aux 2 sites pour les services d'intervention , • de permettre aux services de secours de venir s'alimenter sur le poteau incendie (PI) privé n°170 situé sur le périmètre d'Elkem mais intégré à la défense extérieure contre l'incendie des installations Thor. <p>L'inspection n'a pas d'observations à formuler. Les dispositions réglementaires ont été mises en œuvre dans les délais.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Capacités de rétention - suite des précédentes visites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-E
Thème(s) : Risques chroniques, Etat des sols

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>E.-Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, solides ou liquides, est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les fuites éventuelles ou épandages accidentels.</p> <p>Constats 2025 : L'IIC a constaté que des fissures dans les dalles de l'entrepôt D1 et les seuils de cellule sont progressivement comblés. Il reste encore 1/3 de l'entrepôt D1 à finaliser. Une attention particulière sera portée sur les jonctions entre le sol et le mur. Selon l'exploitant, cette opération sera terminée en 2025. C'est satisfaisant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les travaux ont été réalisés au niveau des dalles des cellules et des seuils entre les portes (cf. photos en annexe 2). L'exploitant a informé l'inspection que la société les ayant réalisé doit revenir sur site concernant notamment les traces d'usure prématurées constatées au niveau des seuils de portes entre cellules.</p> <p>En revanche, les jonctions entre le sol et le mur au niveau des cellules présentent toujours des discontinuités qui interrogent sur l'étanchéité de la cellule et donc sur le caractère de rétention de la cellule. L'exploitant a témoigné de difficultés à trouver une solution technique permettant la réalisation d'un joint étanche tout en signalant que la jonction se trouve en point haut de la cellule. Ainsi, toute rupture de conditionnement conduirait à une évacuation en point bas et donc à l'absence de risques d'écoulement fuyard.</p> <p>Ce raisonnement ne tient néanmoins pas en cas d'incendie dans la cellule ou d'incendie généralisée ; la rétention doit permettre également de collecter les produits liquides ainsi que les eaux d'extinction susceptibles d'être polluées.</p> <p>L'étanchéité de la cellule doit être confirmée et justifiée par l'exploitant, si nécessaire après mise en œuvre des mesures curatives appropriées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifiera de l'étanchéité des cellules au regard des discontinuités observées au niveau des jonctions sol-mur, plus particulièrement au niveau de la cellule D1.6.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
Thème(s) : Actions régionales, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">• <u>SSH : Code de l'environnement - R. 515-100</u> <p>Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.</p>
Constats : <p>Le POI a été mis à jour en novembre 2025. Il a été transmis à l'inspection à la suite de la visite.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Dans le cadre des constats suivants relatifs aux premiers prélèvements environnementaux, le POI devra faire l'objet d'une mise à jour dans un délai de 6 mois. L'exploitant transmettra à l'inspection la version actualisée du POI en version électronique et en version papier.</p>

N° 6 : Réalisation d'exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions régionales, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">• <u>SSH : Code de l'environnement - R. 515-100</u> <p>Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.</p>
Constats : <p>Le dernier exercice POI a été réalisé le 18/11/2025 sur un scénario de départ de feu dans la cellule de stockage des liquides inflammables au sein du bâtiment D1 :</p> <p><i>"Lors du rangement des IBC (1m3) d'Acticide DDQ 50 en cellule inflammable (300m²), le cariste perce le contenant avec les fourches du chariot, entraînant l'épandage du produit. En retirant les fourches de l'IBC le cariste les fait racler au sol, produisant une étincelle qui déclenche l'inflammation des vapeurs et du liquide épandu. L'opérateur réussi à sortir de la cellule inflammable, mais a inhalé des fumées. Il s'assied dans l'allée menant à la cellule inflammable".</i></p> <p>L'exercice a été déclenché en début de matinée sur le créneau 8h30 - 9h30. Le compte rendu de l'exercice a été présenté. Des pistes d'amélioration (remarques et actions correctives) sont identifiées et consistent essentiellement en des mises à jour du POI ou en des compléments d'informations : MAJ du plan du bâtiment D1, compléments d'informations, mention des débits des PI, vérification des contacts...</p> <p>Les propositions issues du retour d'expérience n'ont pas été mises en œuvre au jour de l'inspection.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation : L'inspection encourage l'exploitant à mettre en oeuvre les actions correctives identifiées notamment dans le cadre de l'actualisation nécessaire du POI concernant les dispositions relatives aux premiers prélèvements environnementaux (voir ci-après).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions régionales, Contenu POI

Prescription contrôlée :

- **Article 5 :**

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent.

Le plan d'opération interne précise :

- **les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...]**

- **Annexe V - i)**

Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant **sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III** et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, **les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances.**

Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

Constats :

Le POI mis à jour en 2025 n'identifie pas une liste de substances devant faire l'objet des premiers prélèvements environnementaux, ni des milieux à investiguer. Il prévoit seulement la réalisation de mesures atmosphériques "*en cas d'incendie impliquant de l'acide acétique*". Le POI ne mentionne pas les raisons de sélection de la substance, ni les raisons de sélection unique du milieu "air" pour la réalisation des prélèvements.

De même, la formulation ne permet pas de comprendre s'il s'agit de mettre en oeuvre les prélèvements en recherchant l'acide acétique ou s'il faut chercher des substances issues de la décomposition de l'acide acétique en cas d'incendie. L'on comprend néanmoins de la convention signée avec Air Atmo Rhône-Alpes qu'il s'agit bien d'effectuer des prélèvements de l'acide acétique présents dans l'air à travers la mise en place de canisters (voir constat suivant).

L'exploitant n'a pas su clarifier ces points durant l'inspection, ni à travers une justification de la

liste des substances retenues, ni à travers la sélection des milieux.

Le POI comprend en revanche une liste exhaustive des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie. Cette liste est établie à partir d'une analyse des substances présentes dans les différents produits présents sur les installations. Pour chacun de ses produits sont donc identifiés :

- les produits de combustion, décomposition "standards" pouvant être générés en cas d'incendie : CO/COx, NO/NOx, HCl, HF, HBr, SO2/SOx, HCHO, SiO2, PxOy, NH3, HCN, ZnO
- les composants dangereux présents dans le mélange.

Cette liste n'est toutefois pas exploitée. Aucune hiérarchisation ou sélection des composés n'est établie en fonction soit de la toxicité, soit des quantités susceptibles d'être émises. Aucune analyse des milieux associés devant faire l'objet des prélèvements n'est conduite. En l'état, hors l'acide acétique, le POI ne prévoit pas la réalisation de prélèvements environnementaux dans le cadre de la gestion de crise immédiate d'un événement concernant les produits de décomposition. Ce choix n'est pas justifié.

Enfin, le POI ne se positionne pas sur la présence de substances pouvant générer des incommodités fortes sur de grandes distances au regard de la liste en annexe de l'avis du 1er décembre 2022 et des critères de quantité indiquées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit établir la liste exhaustive des substances retenues pour les premiers prélèvements environnementaux en cas d'incendie sur ses installations. L'exploitant doit être en mesure de justifier la méthodologie et les critères de sélection :

- des substances retenues :
 - substances toxiques au sens de l'avis du 1^{er} décembre 2022 relatif à la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux en situation accidentelle impliquant des ICPE des « *substances potentiellement émises en cas d'accident ou d'incident susceptibles de générer des effets toxiques atteignant les seuils d'effets irréversibles en dehors des limites de propriété et atteignant les zones occupées par les tiers* ».
 - produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important,
 - substances générant des incommodités fortes sur de grandes distances.
- des milieux devant faire l'objet des prélèvements et d'analyses au regard de la sensibilité, vulnérabilité environnementale (cibles) ainsi que des caractéristiques des substances pouvant être disséminées (bioaccumulation...).

Dans un délai de 6 mois, le POI doit ainsi établir clairement la liste des substances et des milieux faisant l'objet des premiers prélèvements environnementaux. Cette sélection des substances et milieux doit être justifiée dans le POI : méthodologie employée et critères de sélection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions régionales, Contenu POI

Prescription contrôlée :

- **Article 5 :**

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent.

Le plan d'opération interne précise :

[...]

- **les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;**

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]

- **Annexe V - i)**

Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant **sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III** et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, **les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances.**

Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

Constats :

Le POI détaille les dispositions retenues pour mener les premiers prélèvements environnementaux concernant uniquement l'acide acétique dans le milieu aérien.

Les prélèvements sont réalisés par les pompiers de la plateforme d'Osiris. Les échantillons sont ensuite transmis à Air Atmo Rhône-Alpes, qui réalise les analyses. Le plan de prélèvements a été établi par Air Atmo Rhône-Alpes. Il repose uniquement sur la mise en œuvre de canisters sur et hors site. Deux cartographies de déploiement des canisters sont ainsi définies en condition de vent non établi (total de 16 canisters) et de vent établi (total de 14 canisters). Les cartes sont présentées dans le POI mais ne comprennent pas de légende et ne sont pas non plus accompagnées de la justification de la stratégie retenue.

Une convention de prestation de service "*Adhésion au programme d'évaluation de la qualité de l'air en situation accidentelle*" en date du 20 mai 2022 a été signée avec Air Atmo Rhône-Alpes. Cette dernière prévoit qu'Air Atmo assure notamment :

- la gestion des moyens de prélèvements / analyses confiés aux primo-intervenants à travers l'accompagnement à l'utilisation du matériel,
- l'analyse des échantillons soit en interne, soit avec des laboratoires externes,
- une contribution à la rédaction du POI et des parties relatives aux méthodes et dispositifs de prélèvement et d'analyse des substances recensées.

N° 9 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions régionales, Contenu POI

Prescription contrôlée :

- **Article 5 :**

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent.

Le plan d'opération interne précise :

[...]

- **les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.**

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

- **Annexe V - i)**

Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant **sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III** et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, **les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances.**

Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

Constats :

Les prélèvements et analyses sont confiés à des organismes extérieurs :

- les prélèvements sont assurés par les pompiers du service d'intervention d'Osiris, gestionnaire de la plateforme de Roussillon,
- les analyses sont assurées par Air Atmo Rhône-Alpes selon le plan de prélèvements et la convention de prestations de services signée entre les deux parties en date du

30 décembre 2021 et reconduite tacitement annuellement.

Le POI indique également qu'Air Atmo Rhône-Alpes prend en charge les prélèvements et mesures pour tout évènement d'une durée supérieure à 24h : *"Si le sinistre dure plus de 24h, AirAtmo Rhône-Alpes prend en charge les mesures avec ses propres moyens de mesure"*.

La convention établie avec Air Atmo Rhône-Alpes décrit les obligations de chacune des parties et garantit les délais d'intervention pour tous les prélèvements et analyses que l'organisme effectue. Par exemple, l'organisme s'engage à récupérer les prélèvements environnementaux dans un délai de 2 à 7 h (3 à 20 h le week-end et hors heures ouvrées) à compter de la sollicitation. En revanche, les délais ne sont pas garantis pour toutes les analyses réalisées dans des laboratoires externes.

La convention précise également qu'Air Atmo assure l'accompagnement des primo intervenants à l'utilisation du matériel. Thor ne dispose toutefois pas de la liste des intervenants Osiris habilités à procéder aux prélèvements, ni des justificatifs de leur formation et aptitudes pour leur réalisation. Le contrat de mise à disposition établi avec Osiris concernant les moyens d'intervention date du 30 mai 2016 et n'intègre donc pas les dispositions relatives aux premiers prélèvements environnementaux : matériels disponibles, personnes habilitées, protocoles de prélèvements.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit actualiser le contrat pris avec Osiris pour intégrer les obligations liées à la réalisation des premiers prélèvements horizontaux : équipements à disposition, personnels formés, protocoles de prélèvements...

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Suite visite 2025 - POI & liste des produits de décomposition

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/03/2025, article R181-54

Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour du document

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Le plan d'opération interne définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en œuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement. Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.

- **Demandes formulées à la suite de la visite du 17/03/2025**

Observation: Le dernier exercice a été organisé en journée. L'IIC suggère de programmer le prochain en dehors des horaires ouvrés.

Observation: L'IIC rappelle que la liste des produits de décomposition doit être cohérente avec le

contenu de l'Etude des Dangers de l'établissement. De plus, au 30/06/2025, THOR doit avoir enrichi son POI d'une part de la liste des produits de décomposition en cas d'incendie, et d'autre part des mesures et moyens pour réaliser les premiers prélèvements environnementaux telle que définie à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014. L'avis du 1er décembre 2022 (cf pj) précise la mise en oeuvre des premiers prélèvements environnementaux en situation accidentelle.

Demande d'action corrective: THOR doit apporter de la lisibilité au tableau qui liste les produits de décomposition en cas de sinistre.

Demande d'Action Corrective: THOR doit transmettre la dernière version de son POI à l'IIC

Constats :

Le dernier POI mis à jour en novembre 2025 a été transmis par l'exploitant. Le tableau des produits de décomposition en cas d'incendie n'a en revanche pas été modifié pour faciliter sa lisibilité.

L'inspection avait notamment suggéré les améliorations suivantes dans le cadre du rapport de la visite d'inspection de 2025 :

"L'IIC suggère de supprimer les colonnes inutiles ("quantités max en 2024", taux de stockage par substance en 2024, la colonne HCN qui ne concerne qu'un seul produit entreposé en faible quantité) et de conserver les n° CAS. Cette liste est fournie sans identifier les cellules alors que des recoupements REI 120 sont en place. Cette distinction pourrait utilement faciliter la lecture du document. La liste des substances référencées comporte beaucoup de lignes. L'IIC note que plusieurs d'entre elles appartiennent à une même famille, qui est susceptible de générer les mêmes produits de décomposition : CO/COx, NO/NOx, SO2/SOx. De ce fait, elles pourraient être fondues entre elles pour aérer le document".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En lien avec les autres constats portant sur les premiers prélèvements environnementaux en cas de situation accidentelle, l'exploitant doit reprendre sa stratégie et définir, clarifier les dispositions retenues dans son POI (justification de l'exhaustivité des substances recherchées et des milieux investigués, les équipements de prélèvements devant être mobilisés pour permettre ce type de mesure, le personnel et les conditions de réalisation de ces mesures).

Ce travail doit permettre de composer un tableau plus lisible concernant les produits de décomposition. Dans le sens des observations issues du dernier exercice POI et tel que recommandé précédemment par l'inspection, il paraît notamment approprié de distinguer les substances de décomposition à prélever et analyser suivant les compartiments, cellules du bâtiment D1 concernées par l'incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/10/2021, article 16

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection contre l'incendie

Prescription contrôlée :

- ARTICLE 7.6.4 - LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques conformément à l'étude de dangers.

ELKEM SILICONES et THOR se partagent les moyens de lutte contre un incendie. Une convention entre les 2 parties (ELKEM SILICONES et THOR) en cours de validité définit les règles d'accès, gestion, entretien et utilisation de l'ensemble des moyens concourant à la lutte incendie des établissements THOR et ELKEM SILICONES.

- ARTICLE 7.6.4.1 - MOYENS FIXES ET MOBILES

La défense extérieure contre l'incendie doit permettre de fournir un débit horaire minimal de 240 m³/h pendant au moins 4 heures sans interruption, en **fonctionnement simultané des poteaux incendie nécessaires** et hors des besoins propres à l'établissement (process, robinets d'incendie armés, extinction automatique...) avec un minimum de 60 m³/h par prise d'eau.

Les poteaux d'incendie, d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, sont implantés de telle sorte que l'un est à 100 mètres au plus du risque et qu'ils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). Ces appareils sont implantés en dehors des périmètres des dangers graves pour les effets thermiques et de surpression tels que définis dans les scénarios de l'étude des dangers ou des aménagements (murets, merlons) sont réalisés.

Le réseau de poteaux d'incendie est constitué de :

- 2 poteaux publics d'incendie à l'extérieur du site, l'un à proximité de l'entrée Est, l'autre à proximité de l'entrée Sud ;
- 3 poteaux privés d'incendie à l'intérieur des sites voisins (THOR et ELKEM SILICONE), répartis conformément au plan joint en annexe au présent arrêté préfectoral.

Une vérification du débit avant la mise en service des équipements devra être réalisée.

En cas d'insuffisance du réseau public, l'exploitant dispose d'une réserve d'eau complémentaire de 635 m³ d'eau utilisables (sur un volume de bassin d'agrément d'environ 1 000 m³) dont les accès et les dispositifs d'aspiration sont aménagés conformément aux règles de l'art. Ce dispositif est muni de raccord(s) normalisé(s) et adapté(s) aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé. Ce dispositif n'est pas muni de moyen autonome de fonctionnement de type motopompe,

Quelle que soit la configuration du dispositif hydraulique choisi, le tiers au moins des besoins en eau d'incendie devra être délivré par un réseau sous pression de façon à être immédiatement utilisable.

La réalisation effective des moyens de défense extérieure contre l'incendie sollicités pour le risque particulier à défendre et leur pérennité (nature des prises d'eau, diamètre des canalisations, maillage, capacité du réservoir...) est à convenir avec le maire de la commune siège du projet.

Le site dispose en outre a minima des moyens suivants :

- un système interne d'alerte incendie.
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, qui doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de

matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- d'un système de détection automatique d'incendie avec report d'alarme au poste de gardiennage THOR pendant les heures ouvrées et vers la télésurveillance THOR 24h/24h ;
- d'un plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des moyens nécessaires à sa mise en oeuvre. La réserve de produit absorbant est stockée dans des endroits visibles et facilement accessibles, et munie d'un couvercle ou par tout autre dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries
- d'au moins une couverture spéciale antifeu.
- des robinets d'incendie armés ;
- un système de détection automatique d'incendie dans tous les bâtiments du site.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces moyens sont complémentaires aux moyens mis en œuvre par le GIE OSIRIS.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

- ARTICLE 7.6.4.2 - ÉQUIPES D'INTERVENTION

En cas de découverte d'un sinistre, le personnel donne l'alerte aux services d'incendie et de secours et intervient à l'aide du matériel d'extinction disponible sur site. L'ensemble du personnel est formé aux moyens de première intervention (extincteurs). L'exploitant dispose des justificatifs de formation.

La défense incendie du site en seconde intervention est assurée par le service sécurité du GIE OSIRIS présent sur la plate-forme chimique de Roussillon. Une convention régulièrement mise à jour détaille les modalités d'intervention »

Constats :

Une convention entre THOR et ELKEM SILICONES définissant la gestion et l'entretien des poteaux incendie a été établie ; signée par les 2 parties respectivement les 11 et 12 décembre 2025.

La défense extérieure contre l'incendie se compose de 5 poteaux incendie alimentés par le réseau d'eau public :

- 2 PI publics : PI n°s 107 (sud) et 90 (est)
- 3 PI privés : PI n°s 109, 170 et 182.

Le PI n°170, situé sur le périmètre ELKEM, a notamment été ajouté pour répondre aux inter-distances maximales de 150 m prescrites.

Un dispositif fixe d'aspiration additionnel (PEI) a été installé au niveau du bassin d'agrément situé autour des bâtiments administratifs. Il offre une capacité supplémentaire de 635 m³ (sur un volume du bassin supérieur à 1 000 m³). Le dispositif a été testé par les pompiers Osiris le 7 juillet 2022. Les conclusions confirment l'opérationnalité de ce dernier pour alimenter les

canons mobiles.

Un essai simultané sur 4 poteaux incendie a été réalisé le mardi 6 décembre 2022 pour confirmer la disponibilité des débits et la capacité des réseaux à assurer un débit horaire minimal de 240 m³. L'essai a été réalisé sur les 4 poteaux suivants impliquant 3 PI privés et 1 PI public : PI 109 (THOR)- PI 182 (ELKEM)- PI 170 (ELKEM)- PI 107 (public). L'essai a été réalisé sur une durée de 40 minutes avec des mesures de débits toutes les 5 minutes.

L'essai réalisé témoigne :

- de la possibilité d'obtention d'un débit de 60 m³/h sur chaque poteau ainsi qu'un débit minimum de 240 m³/h (débit total moyen de 238 m³/h sur toute la durée du test),
- d'une pression dynamique inférieure à 1 bar sur le PI 182 pour un débit de 60 m³/h,
- que les essais n'ont pas eu de conséquences sur la disponibilité en eau au niveau des industries à l'aval : Eurofloat et Rubis terminal.

En conclusion, le réseau est en capacité d'apporter un débit simultané de 240 m³/h mais qui nécessite de répartir la charge hydraulique en « jouant » sur les débits au niveau de chacun des PI en favorisant les poteaux incendie bénéficiant de réserves de pression aux dépens notamment du PI 182 qui, en fonctionnement simultané avec le PI 109, n'est plus en capacité d'atteindre un débit de 60 m³/h sous une pression d'1 bar.

L'exploitant assure la vérification périodique des moyens de prévention et de protection contre l'incendie. Les rapports de vérification 2025 ont été consultés (postérieurement à l'inspection pour les extincteurs et RIA après transmission par l'exploitant) :

- pour les extincteurs : vérification du parc d'extincteurs par la société EUROFEU en date du 28 juillet 2025 (130 appareils) qui comprend la vérification des appareils présents dans les bâtiments dont les activités ont cessées (bâtiment de production P1, station de traitement, chaufferie...). Le bon fonctionnement est attesté ainsi que le remplacement au titre de la révision décennale.
- pour les RIA : PV réalisé par EUROFEU en date du 28 juillet 2025. Le PV communiqué ne permet pas de statuer sur la conformité ou l'opérationnalité des installations, ni de savoir si la vérification a été réalisée conformément aux référentiels normatifs (NF S62-201 - Novembre 2020) en vigueur ou assureurs (APSAD, NFPA...).
- pour la détection incendie et la centrale de sécurité, rapport de vérification par ANAVEO SYSTEMS en date du 13 octobre 2025. Le rapport n'intègre pas les dispositifs de détection gaz qui sont contrôlés par un autre organisme. Il conclut sur le bon fonctionnement des installations mais comprend néanmoins les observations suivantes :
 - "Un détecteur atex est manquant, il a été retiré de son socle au R+2 du bâtiment P1.
 - Prévoir le remplacement de la batterie de l'ECS 2018 (1x 12V/24AH).
 - Prévoir le remplacement des Batteries de l' AES au G1 2018 (2x 12V/38Ah).
 - Prévoir le remplacement du CMSI car il présente un défaut système lorsqu'on coupe le 230 V (le chargeur des batteries n'est plus fonctionnel).
 - Prévoir le remplacement du détecteur ATEX ZDA 37/4 R+1 Batiment P1 car il est encrassé".

Les observations sur les détecteurs ATEX sont sans conséquences car ces derniers sont situés dans les bâtiments où les activités ont été mises à l'arrêt (mise en sécurité achevée même si pas encore attestée). L'absence de charge des batteries en cas de coupure électrique prolongée présente des risques plus significatifs. Un bon de commande en date du 20 février 2026 a été présenté pour le remplacement des détecteurs et du centralisateur de mise en sécurité incendie (CMSI).

L'inspection n'a pas de remarques à formuler sur ce point et souligne le suivi réalisé par l'exploitant pour la maintenance des équipements.

Des formations du personnel à l'utilisation et à la manipulation des moyens de première intervention (RIA, extincteurs) sont organisées annuellement. La prochaine est prévue au 23 mars 2026 pour l'ensemble du personnel présent sur site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- **Demande 1 : Essais PI**

L'essai réalisé en 2022, bien que concluant (atteinte des 240 m³/h et des 60 m³/h au niveau de chaque PI), témoigne que les capacités requises pour assurer la DECI des installations (THOR et ELKEM) sont proches des capacités actuelles du réseau (pression notamment).

Cette "fragilité" nécessite de la vigilance et par conséquent de contrôler régulièrement les capacités du réseau et la disponibilité effective des débits requis réglementairement afin de s'assurer de l'absence d'évolution.

Il est donc demandé à l'exploitant de réaliser un essai en simultané sur l'année 2026 au niveau des PI pour s'assurer de la disponibilité effective des besoins en eau pour assurer la défense extérieure contre l'incendie des installations. L'essai réalisé sur les 4 PI en simultané doit impliquer le PI non testé lors des essais de 2022 (soit le PI public n°90). Selon les résultats obtenus, l'exploitant déterminera une fréquence de test pour évaluer périodiquement les débits disponibles. Cette fréquence ne pourra excéder 3 ans dans un premier temps.

- **Demande 2 : Vérification RIA**

L'exploitant communiquera le rapport précisant l'ensemble des opérations de vérification du contrôle annuel 2025 des RIA **sous un mois**. De même, elle justifiera de la réalisation des essais de pression hydrostatique à la pression maximale de service pendant 5 min sur les 4 RIA du bâtiment D1 au cours des 5 dernières années.

- **Demande 3 : Vérification détecteurs**

L'exploitant transmettra le rapport de vérification des détecteurs gaz sous un mois.

Observation : Compte tenu des évolutions progressives apportées à la détection au cours des évolutions historiques du site (raccordement de nouveaux détecteurs lors de l'extension du bâtiment D1 par exemple) l'exploitant pourra utilement s'assurer de disposer du rapport d'associativité de son système de sécurité incendie qui témoigne entre autres des critères de compatibilité technique des différents produits du SSI.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

Annexe 1 : Situation administrative et état des stocks

Rubriques	Intitulé rubrique	Volume	Régime	Situation 03/2026
3410-h	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : h) matières plastiques (polymères, fibres synthétiques, fibres à base de cellulose)	Unité P1 : 27 t/j Total : 27 t/j	A	Cessation annoncée par courrier du 12 avril 2025 L'inspection a pris acte de cet arrêt des activités soumises à la directive n° 2010/75/UE du 24/11/10 dite directive « IED » par courrier du 30 juillet 2025 (référence 2025 - Is110SPF). Les installations ne sont plus soumises au statut IED et aux dispositions de la directive relative aux émissions industrielles. L'exploitant doit procéder à la procédure de cessation des activités définies par l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement.
4510-1	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1	350 t	A seuil haut	L'état des stocks témoigne d'une quantité de 238,72 tonnes au 04/03/2026.
4140-2a	Toxicité aiguë catégorie 3- voie orale-à l'état liquide	25 t	A	Absence de produits stockés au 04/03/2026.
1978-5	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) Autres nettoyages de surface, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 2 t/ an	120 t/an	D	Bénéfice de l'antériorité obtenu par courrier du 13 janvier 2021. L'arrêt des activités de fabrication conduit au déclassement des activités du site au titre de la rubrique 1978-5. La procédure de cessation engagée au titre de la rubrique 3410-h et les ATTES SECUR et MEMOIRE intègrent ces activités soumises à déclaration.
2910-A2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la	2 chaudières : 1 540 kW + 42 kW=1 582 kW	DC	La cessation des activités de fabrication a conduit à la mise à l'arrêt des installations de combustion. La procédure de cessation engagée au titre

	<p>fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1</p>	Total : 1,59MW		de la rubrique 3410-h et les ATTES SECUR et MEMOIRE intègrent ces activités soumises à déclaration.
2921-B	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle	2 008 kW	DC	<p>La cessation des activités de fabrication a conduit à la mise à l'arrêt de la TAR.</p> <p>La procédure de cessation engagée au titre de la rubrique 3410-h et les ATTES SECUR et MEMOIRE intègrent ces activités soumises à déclaration.</p>
4110-2b	Toxicité aiguë catégorie 1-toute voie d'exposition-à l'état liquide	100 kg	DC	Absence de produits stockés au 04/03/2026.
4330-2	Liquides inflammables de catégorie 1 , liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60°C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une température ou une pression	5 t	DC	L'état des stocks témoigne d'une quantité de 0,83 tonne au 04/03/2026.
4120-1b	Toxicité aiguë catégorie 2-toute voie d'exposition-à l'état solide	49 t	D	Absence de produits stockés au 04/03/2026.
4120-2b	Toxicité aiguë catégorie 2-toute voie d'exposition-à l'état liquide	9,9 t	D	L'état des stocks témoigne d'une quantité de 0,46 tonne au 04/03/2026.
4130-2b	Toxicité aiguë catégorie 3-voie inhalation-à l'état liquide	9,9 t	D	L'état des stocks témoigne d'une quantité de

				0,46 tonne au 04/03/2026.
4440-2	Solides comburants catégorie 1, 2 ou 3	5 t	D	Absence de produits stockés au 04/03/2026.
4441-2	Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3	2 t	D	L'état des stocks témoigne d'une quantité de 0,02 tonne au 04/03/2026.
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2	199 t	D	<p>Courrier 2022-Is 109 RT qui accorde le bénéfice de l'antériorité (reclassement de la substance 1,2-benzisothiazol-3(2H)-one (BIT, n° CAS 2634-33-5) H410)</p> <p>L'état des stocks témoigne d'une quantité de 50 tonnes au 04/03/2026.</p>

Annexe 2 : Planche photos



Clôture de séparation des périmètres Elkem et Thor



Biocides de la TAR sur rétention



Réparation dallage bâtiment D1



Fissure à la jonction sol / mur (cellule D1.6)



Mur coupe-feu (panneaux n'atteignant pas le sol, joint décollé)